

► Tribune des Groupes de l'Opposition

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

PS

PROJETS POUR MONTROUGE : ÉCOUTER LES MONTRUGIENS

La transparence, c'est l'information que les élus, et le Maire en premier, doivent donner aux Montrougiens sur les projets qui les concernent directement et qui influent sur l'avenir de leur ville. Grâce à cette information, un dialogue peut s'engager entre les Montrougiens et leurs élus. **Mais rien de tel à Montrouge.** Au contraire : rénovation du centre ville, démolition de l'Eglise Saint Jacques, création d'une galerie commerciale de 8000m², avenir du site Schlumberger (8 ha), nouvelle école... Autant de projets sur lesquels le Maire et sa majorité se refusent à informer les Montrougiens.

Interrogé une nouvelle fois par les élus socialistes lors du dernier Conseil municipal, le Maire a fait des réponses, pour le moins, évasives. Tout juste consent-il à nous annoncer que ses projets seront librement discutés lorsqu'ils seront présentés en Conseil municipal. Et pour cause, c'est la loi. En attendant, les Montrougiens et les élus du Conseil municipal n'ont qu'une chose à faire : attendre. Bien évidemment quant ces projets viendront devant le Conseil, il sera trop tard pour réagir.

Les socialistes ont une autre conception de la responsabilité des élus locaux. Les grands projets de notre ville ne peuvent pas être décidés par un seul homme sans information, sans concertation, sans débat, pas même au sein du Conseil municipal. Au contraire, c'est avec les Montrougiens que nous voulons préparer l'avenir de notre ville. C'est ainsi que nous avons organisé, avec nos partenaires de l'opposition municipale, une première réunion publique sur les questions d'aménagement du centre ville. Elle a été l'occasion de rappeler quelques grands principes qui nous animent (urbanisme à taille humaine, politique de logements diversifiés...) mais aussi et surtout **d'écouter les Montrougiens, de les associer à la réflexion** sur leur avenir et celui de leur ville tout au long du mandat municipal.

Les élus socialistes :

Philippe BASSINET, Jean-Michel FIET, Jacqueline FINOT-FREBAULT, Joëlle LASSERRE, Wilfrid VINCENT.

108, av. H. Ginoux (01 42 53 78 46) ou sur le site <http://psmontrouge.free.fr/>

PCF

BUDGET DE LA VILLE : IMPÔTS EN HAUSSE

Le budget 2005 de la ville a été adopté par la majorité de droite du Conseil Municipal. Celui-ci ne peut être détaché du contexte national et des décisions prises par le gouvernement :

- Transfert de compétences de l'Etat vers les collectivités sans compensation financière à hauteur des besoins, avec, à terme, des contribuables encore plus sollicités
- Baisse importante des aides de l'Etat aux communes... avec des retombées sur les contribuables.
- Incertitude sur la pérennité de la Taxe Professionnelle (nouveau risque pour les finances communales ... donc des contribuables)
- Hausse de 1,8 % de l'impôt des ménages

Ce contexte n'a pas été dénoncé par le Maire, et pour cause. Pour faire face aux investissements qu'il a prévus, travaux d'urbanisme et de centre ville notamment, que nous n'approuvons pas, en plus du recours à l'emprunt, le Maire a décidé d'augmenter les impôts locaux de 3 %, plaçant Montrouge en 6ème position sur les 36 villes du département, malgré des rentrées financières très importantes ! Jugeant que les Montrougiens étaient déjà suffisamment ponctionnés par les prélèvements de toute part, la hausse des tarifs municipaux et un pouvoir d'achat stagnant ou en baisse, nous nous sommes élevés contre cette augmentation. Nous avons dénoncé le manque d'équipements publics, en particulier des crèches et des logements sociaux, tandis que les opérations immobilières privées engorgent la ville. Faisons les comptes : augmentation décidée par le Maire : + 3 %, augmentation décidée par le gouvernement : + 1,8 %. Les Montrougiens devront supporter une augmentation de près de 5 % de leurs impôts locaux, et se serrer une nouvelle fois la ceinture. C'est le règne de l'injustice d'autant que d'autres choix sont possibles. Pour toutes ces raisons, nous avons voté contre ce budget.

Groupe P.C.F. – 14 rue C. Pelletan



Annie Braidotti



Patrick Robineau

CONSEILLERS
MUNICIPAUX

MNR

LA PAIX EN HÉRITAGE

Très émue à la lecture d'un texte publié par un ancien combattant, je me permets de le reproduire à la veille de la commémoration du 8 mai ; je cite :

“Nous, les anciens combattants qui connaissons le prix de la vie, pour avoir été au contact de nos morts, de nos blessés, nous avons parfois l'impression de devenir des marginaux délaissés par la nation sauf durant quelques heures... Il nous arrive de frémir devant l'insaisissable terrorisme vert d'une minorité à bien des égards rétrograde.

Nous faudra-t-il remonter au front pour, à nouveau, protéger nos villes et nos campagnes, nos sœurs et nos compagnes ? En dehors de tout sentiment politique personnel ou associatif, interdit dans nos groupements de vétérans, une sourde interrogation hante nos esprits, car les hommes politiques du passé n'ont pas su éviter les guerres frontales ayant abouti aux hécatombes de 14/18 et de 39/45.

Ceux de notre époque sauront-ils arrêter la propagation d'un terrorisme aveugle, fanatique, inconscient, opposant des continents, des cultures, des religions, des systèmes politiques, des groupes de pression économiques et la liste n'est pas exhaustive ?

Il nous faut convaincre les jeunes générations de ne jamais sous-estimer l'adversaire et de toujours chercher à contrecarrer ses idées dominatrices, dévastatrices, entraînant la disparition des libertés fondamentales.

Il s'agit d'une mission difficile, mais nous n'avons pas le droit de l'ignorer et encore moins de la refuser. Si nous la réussissons, nous aurons réussi notre mission sur cette terre qui est avant tout de transmettre la paix à nos enfants.”

Honorons et remercions ces hommes courageux à qui nous devons tant de liberté, et prions pour que nos gouvernants aient enfin le courage de prendre les bonnes décisions en ce qui concerne l'avenir, afin que le sacrifice de nos anciens ne soit pas vain.

M.-T. GALATEAU, Conseillère Municipale.
www.m-n-r.com

► Droit de réponse

C'est vrai qu'à Montrouge, nous avons beaucoup de projets. Depuis 10 ans, nous en avons réalisé un certain nombre. Nous allons d'ailleurs bientôt inaugurer un nouveau centre administratif, une médiathèque, 3 courts de tennis couverts, 2 rues, le conservatoire, l'extension de la maternelle Berthelot, etc. Et nous pratiquons toujours de la même manière. Nous faisons réaliser des études pour savoir si nos idées sont réalisables techniquement et financièrement. A ce stade, des idées qui apparaissent a priori séduisantes sont parfois abandonnées. Dans d'autres cas, quand les études de faisabilité s'avèrent positives, nous réfléchissons à la manière dont elles pourraient être réalisées. Pour cela, il faut faire appel à d'autres spécialistes. Quand nous avons enfin quelque chose à « montrer », alors nous pouvons parler de projet et celui-ci est donc mis en débat. Nous en discutons avec des riverains pour l'aménagement d'une rue par exemple, l'ensemble de la population quand le projet est plus vaste, comme pour l'aménagement de la place Emile Cresp, en réunion de quartier où nous présentons toujours une exposition des projets du quartier, et bien sûr en Conseil municipal, tout d'abord en commission, puis en séance publique, puisque, contrairement à ce que veut faire croire le Parti socialiste, c'est lui seul qui décide. Nous savons d'expérience qu'il est stérile de discuter sans l'appui d'un projet relativement détaillé, même s'il peut être profondément modifié après discussion. C'est pourquoi, ne sont soumis à discussion et concertation que les projets qui ont au préalable été validés à chacune des phases de réflexion que je viens de citer et qui peuvent être longues. C'est d'ailleurs comme cela qu'on procède partout, y compris dans les communes socialistes, n'en déplaise aux auteurs de cette tribune. Le groupe socialiste devrait donc plutôt abandonner les procès d'intention, y compris concernant la démolition de l'Eglise Saint-Jacques qui se verra démentie par les faits, et faire preuve d'un peu de patience.

***Le Maire,
Directeur de la publication***

Comme j'ai eu l'occasion de le dire dans mon éditorial du numéro précédent de Montrouge Magazine, le départ de la société Schlumberger représente pour notre Ville une perte de recette très importante de l'ordre de 2 millions d'euros. C'est dans ce contexte que nous avons dû augmenter les taux des impôts locaux de 2,9%, les portant à 10,84% pour la taxe d'habitation et 8,27% pour le foncier bâti. Ces taux sont à comparer à la moyenne nationale des taux des villes de même taille qui sont respectivement de 14,17% et de 18,12%. Par ailleurs, la Ville de Montrouge n'est pas en 6ème mais en 24ème position concernant les taux des impôts au niveau départemental. Nous sommes bien sûr persuadés que le très beau campus libéré par Schlumberger trouvera rapidement un locataire qui apportera ainsi les ressources qui nous ont manqué cette année.

S'agissant des tarifs municipaux qui sont parmi les plus bas du département, ils augmentent, comme tous les ans, du pourcentage du taux d'inflation prévu par l'INSEE pour l'année.

Montrouge reste donc une des villes les moins imposées de notre secteur et plus raisonnable que les villes communistes voisines, n'en déplaise à M. Robineau et au groupe communiste.

***Le Maire,
Directeur de la publication***